

---

BOOCKMANN, Hartmut, GRENZMANN, Ludger,  
MOELLER, Bernd, STAEHELIN, Martin, *Recht und  
Verfassung im Übergang vom Mittelalter zur Neuzeit I.*

Pierre Monnet

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/1290>

DOI : 10.4000/ifha.1290

ISSN : 2198-8943

**Éditeur**

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

**Référence électronique**

Pierre Monnet, « BOOCKMANN, Hartmut, GRENZMANN, Ludger, MOELLER, Bernd, STAEHELIN, Martin, *Recht und Verfassung im Übergang vom Mittelalter zur Neuzeit I.* », *Revue de l'IFHA* [En ligne], Date de recension, mis en ligne le 01 janvier 2000, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ifha/1290> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ifha.1290>

---

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

©IFHA

---

# BOOCKMANN, Hartmut, GRENZMANN, Ludger, MOELLER, Bernd, STAEHELIN, Martin, *Recht und Verfassung im Übergang vom Mittelalter zur Neuzeit I.*

Pierre Monnet

---

- <sup>1</sup> Depuis de nombreuses années, la commission d'histoire de la fin du Moyen Âge de l'Académie des Sciences de Göttingen réunit des colloques consacrés à des questions d'histoire culturelle à l'époque charnière des XVe et XVIe s. Après des volumes consacrés à l'éducation, à la littérature urbaine, à la musique et aux arts, ou bien aux rapports entre Église et société, les rencontres de 1994, 1995, 1996 et 1997 ont porté sur le droit et les institutions entre Moyen Âge et Temps Modernes. Ce sont les actes des deux premières rencontres qui sont ici publiés. Ils seront complétés par un second tome rassemblant les actes des colloques de 1996 et 1997. Que quatre rencontres aient réuni sur quatre années consécutives et sous la direction scientifique de l'historien du droit Gerhard Dilcher (Francfort-sur-le-Main, co-auteur d'une monumentale *Deutsche Rechtsgeschichte* parue en 1999) et du médiéviste Peter Moraw (Giessen) des historiens, des philologues et des historiens du droit n'est pas si fréquent au regard du dialogue entre histoire et histoire du droit, et mérite à ce titre d'être remarqué. Les dix contributions de ce recueil reflètent ainsi assez fidèlement les tendances récentes d'une histoire interdisciplinaire du droit et des institutions qui, comme en France en particulier dans le sillage des travaux de Claude Gauvard, entend atteindre à une histoire anthropologique et culturelle des phénomènes juridiques et institutionnels du Moyen Âge. On ne s'étonnera donc pas de voir de nombreuses communications reposer la question du rapport, non plus d'antériorité mais de concomitance et d'enrichissement mutuel, qu'entretiennent le droit et la coutume (K. KROESCHELL), et ce tant dans les matières du droit canon (H.-J. BECKER et M. HECKEL) que du droit romain. C'est ainsi toute la problématique de la fameuse réception du droit romain en

pays germanique qui en sort révisée (W. SELLERT, auteur d'un panorama historiographique et bibliographique de premier plan) et invite à reconsidérer à tout le moins le schéma traditionnel d'un droit coutumier archaïque et plus ou moins oral peu à peu chassé ou circonscrit par un droit romain, forcément « moderne », écrit et diffusé par le roi, les princes et les villes (comme si ces institutions n'étaient pas elles-mêmes en concurrence...). L'enseignement premier que l'on peut tirer d'une telle reconsidération tient à la découverte que l'apport du droit romain doit moins être compris avant tout comme un travail de remplacement des textes et des lois que comme un état d'esprit, une manière de considérer l'ordre juridique du corps social, bref une méthode. Cette remarque conduit nécessairement à se tourner dès lors moins vers les textes, les codes et les recueils que vers les hommes, ces juristes porteurs à la fois de la pensée nouvelle et des institutions qu'ils conseillent, et le plus souvent dirigent. C'est pourquoi la seconde partie du volume se consacre à l'observation des milieux et des figures des gradués en droit qui servirent le roi (P.-J. HEINIG), les princes (I. MÄNNL) ou les villes à l'image exemplaire (et peut-être « monomaniaque » ?) de Nuremberg qui fait l'objet à elle seule de trois contributions (H. BOOCKMANN, H. WALTER, B. HAMM). Nuremberg (qui pourtant n'avait pas d'université...) fut bien sûr un centre important d'élaboration et de diffusion du droit romain en Allemagne. Cette ville est-elle pour autant représentative des rapports entre société urbaine et droit rénové aux XVe et XVIe s. ? Il faudra bien ici aussi se demander un jour si, tout comme l'Italie médiévale le fut finalement par rapport au reste de l'Occident, Nuremberg ne fut pas plutôt une exception qu'un modèle par rapport aux autres cités de l'Empire.

2 Pierre MONNET